

**Marcel ROGEMONT**

*Ille-et-Vilaine (3<sup>ème</sup> circonscription)  
Apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen  
puis apparenté au groupe socialiste, radical, citoyen et  
divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

S'apparente au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 29 juin 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - culture - [27 mai 2008]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Enseignement maternel et primaire. Grèves. Conséquences, accueil des élèves [20 mai 2008] (p. 2186)

*DÉBATS*

**Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)**

*Article 8 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Son intervention (p. 2060)

*Article 9 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Ses interventions (p. 2064 et s.)

*Article 10 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Ses interventions (p. 2070 et s.)

*Article 11 (expérimentation du revenu de solidarité active)*

Son intervention (p. 2075)

*Après l'article 11*

Intervient sur l'ad t n° 91 de la commission (rapport d'évaluation préalable à la généralisation du revenu de solidarité active) (p. 2076)

**Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1er août 2007] (p. 2637, 2657)**

*Article 1er (définition du champ d'application de la loi)*

Son intervention (p. 2538)

**Projet de loi n° 180 autorisant l'approbation d'accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatifs au musée universel d'Abou Dabi**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2650)**

Son intervention (p. 2659)

*Thèmes :*

Culture : politique culturelle (p. 2659 et s.)

Patrimoine culturel : Musée du Louvre (p. 2659)

Patrimoine culturel : musées (p. 2659 et s.)

Pays étrangers : Émirats Arabes Unis (p. 2659)

Relations internationales : échanges culturels (p. 2659 et s.)

**Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)**

*Article 8 et annexe B (approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel)*

Son intervention (p. 3228)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE  
PARITAIRE**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 novembre 2007] (p. 4493)**

Son intervention (p. 4508)

*Thèmes :*

Assurance maladie maternité : prestations : franchise (p. 4508)

Santé : centres d'interruption volontaire de grossesse (p. 4508)

Sécurité sociale : déficit (p. 4509)

Travail : durée du travail (p. 4509)

**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

## PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

## CULTURE

**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 71) :**

- Réunion de la commission des finances du 30 octobre 2007

Son intervention (p. 85)

*Thèmes :*

Arts et spectacles : spectacles (p. 85)

Culture : crédits (p. 85)

Patrimoine culturel : archéologie préventive (p. 85)

## MÉDIAS

**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 25) :**

- Réunion de la commission des finances du 24 octobre 2007

Son intervention (p. 35)

*Thèmes :*

Audiovisuel et communication : France télévision (p. 35)

Audiovisuel et communication : secteur public (p. 35)

Impôts et taxes : redevance audiovisuelle (p. 35)

## VILLE ET LOGEMENT

**Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :**

- Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007

Son intervention (p. 64)

*Thèmes :*

Logement : droit au logement (p. 65)

Logement : HLM : surloyer (p. 65)

Logement : HLM : ventes d'appartements (p. 65)

Logement : aides et prêts : prêt locatif à usage social (PLUS) (p. 64)

**Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous**

## PREMIÈRE LECTURE

**Vote sur le passage à la discussion des articles [1<sup>er</sup> avril 2008] (p. 1048)****Explications de vote et vote [1<sup>er</sup> avril 2008] (p. 1048)**

Ses explications de vote (p. 1048)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1049)

**Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie**

## PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)**

*Après l'article 31*

Intervient sur l'ad n° 1533 rectifié du Gouvernement (régime social des impatriés) (p. 3135)

*Après l'article 28*

Ses amendements n°s 1098 et 1099 précédemment réservés : rejetés (p. 3471)

**Projet de loi n° 779 relatif aux contrats de partenariat**

## PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [25 juin 2008] (p. 3842) ; [26 juin 2008] (p. 3856)**

*Article 2 (extension du recours aux contrats de partenariat)*

Ses interventions (p. 3856 et s.)

*Article 5 (nombre minimal de candidatures devant être mises en concurrence – possibilité de candidatures de groupements d'entreprises)*

Son intervention (p. 3861)

*Article 9 (contenu obligatoire du contrat de partenariat)*

Son intervention (p. 3866)

*Article 15 (assouplissement du régime juridique des contrats de partenariat)*

Son intervention (p. 3871)

*Article 22 ter (harmonisation rédactionnelle avec l'article L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales)*

Son intervention (p. 3874)

*Après l'article 24*

Intervient sur l'ad t n° 144 de M. Alain Rousset (contrôle de l'exécution des contrats de partenariat par la mission d'appui sur les partenariats public-privé - MAPPP - érigée en autorité administrative indépendante) (p. 3875)

*Après l'article 27*

Intervient sur l'ad t n° 145 de M. Alain Rousset (contrat de partenariat inclus dans le champ d'incrimination du délit de favoritisme) (p. 3877)

*Article 32 (application de certaines dispositions aux contrats en cours de passation)*

Son intervention (p. 3882)

#### **Explications de vote et vote**

Ses explications de vote (p. 3884)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 3885)

#### **Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007**

##### PREMIÈRE LECTURE

MISSION « CULTURE » - PROGRAMME « PATRIMOINES »

#### **Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4051) :**

- Réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales du 19 juin 2008

Son intervention (p. 4056)

#### **Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail**

##### PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)**

*Article 18 (dispositifs d'aménagement du temps de travail)*

Son intervention (p. 4354)

#### **Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail**

##### PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4948)

*Thèmes :*

Assemblée nationale (p. 4948)

Assemblée nationale : motion de censure (p. 4948)

Assurance maladie maternité : généralités (p. 4948)

Emploi : chômage : précarité (p. 4948)

**Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)**

*Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)*

Ses interventions (p. 4983, 4995 et s., 5003 et s., 5012 et s.)

*Après l'article 1er*

Intervient sur l'ad t n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur l'ad t n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5018)

*Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)*

Ses interventions (p. 5029, 5045 et s.)

*Après l'article 2*

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1256 à 1277 de M. Christian Eckert (attributions du comité des rémunérations) (p. 5050)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1300 à 1321 de M. Christian Eckert (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5058)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1098 à 1145 de M. Christian Eckert (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5063)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1410 à 1431 de M. Christian Eckert (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5068)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1432 à 1453 de M. Christian Eckert (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5070)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 117 à 137 de M. Christian Eckert (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5075)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 954 à 1001 de M. Christian Eckert (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5077)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 810 à 857 de M. Christian Eckert (baisse des taux de la TVA) (p. 5080)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 858 à 905 de M. Christian Eckert (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5083)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 906 à 953 de M. Christian Eckert (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5086)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 495 à 515 de M. Christian Eckert (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5094)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1190 à 1211 de M. Christian Eckert (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5099)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1322 à 1343 de M. Christian Eckert (indicateur mesurant le rapport entre les rémunérations extra-salariales et la masse des salaires) (p. 5103)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 53 à 73 de M. Christian Eckert (bénéfice des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz lors de l'emménagement si le consommateur n'a pas opté antérieurement pour la liberté tarifaire) (p. 5116)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 432 à 452 de M. Christian Eckert (contribution de 5 % sur l'intéressement affectée au fonds de réserve pour les retraites) (p. 5116)

*Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)*

Son intervention (p. 5121)

*Après l'article 3*

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 180 à 200 de M. Christian Eckert (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant aux transports aériens) (p. 5131)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 201 à 221 de M. Christian Eckert (suppression du dispositif "de Robien" d'aide à l'investissement locatif) (p. 5131)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1603 à 1624 de M. Christian Eckert (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur âge) (p. 5132)

Intervient sur les adts identiques n<sup>os</sup> 1625 à 1646 de M. Christian Eckert (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur sexe) (p. 5132)

**Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion**

## PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)**

*Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)*

Ses interventions (p. 5217 et s.)

*Article 9 (adaptation et harmonisation du cadre juridique et financier des structures d'insertion par l'activité économique et dispositions de coordination dans le code du travail)*

Ses interventions (p. 5230, 5262 et s.)

*Article 10 (contrat unique d'insertion)*

Ses interventions (p. 5270 et s.)

*Article 11 (aménagement du contrat d'accompagnement dans l'emploi)*

Son intervention (p. 5275)

*Article 1er précédemment réservé (principes des politiques d'insertion)*

Ses interventions (p. 5285 et s.)

*Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)*

Ses interventions (p. 5298, 5355 et s., 5369, 5398)

*Après l'article 2*

Intervient sur les adts n<sup>os</sup> 534 à 556 précédemment réservés des membres du groupe socialiste (majoration de cotisations pour les entreprises d'au

moins 20 salariés comportant plus de 10% de salariés bénéficiaires du RSA) (p. 5408)

*Article 3 précédemment réservé (modalités de compensation des charges nouvelles incombant aux départements du fait de l'extension prévue de leurs compétences)*

Son intervention (p. 5409)

*Après l'article 6*

Intervient sur l'adt n° 580 rectifié précédemment réservé de la commission (RSA non constitutif de critère unique d'attribution d'aides sociales par les collectivités territoriales) (p. 5416)

*Article 14 (entrée en vigueur de la réforme)*

Son intervention (p. 5417)

*Article 16 (fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé)*

Son intervention (p. 5419)